



L'Armée du Salut félicite la nouvelle orientation de l'UE sur les droits sociaux



Kommissarin Birgitt Brekke-Clifton, Internationale Sekretärin für Programme. / Commissaire Birgitt Brekke-Clifton, Secrétaire internationale Programme et Ressources
© Salvation Army IHQ / Libre de droits

La Secrétaire internationale de l'Armée du Salut, Brigitte Brekke-Clifton, s'adresse au Parlement européen sur les droits sociaux.

La commissaire Birgitt Brekke-Clifton (Secrétaire internationale Programme et Ressources) a prononcé un discours stimulant lors d'une réunion du Parlement de l'Union européenne, qui débattait du [Socle des droits sociaux de l'UE](#). Le Président du Parlement européen, Antonio Tajani, et Mairead McGuinness (Vice-président pour le dialogue avec les religions et les organisations non confessionnelles), ont donné pour thème à cette réunion: «Mise en œuvre du Pilier social européen : le rôle des Églises et des religions».

La commissaire a montré son appréciation pour le nouveau socle social, mais a également abordé ses lacunes. Elle a commencé par poser une simple question aux hôtes et aux quelques 100 dirigeants d'Églises ou d'organisations confessionnelles présents: «J'ai rencontré une petite fille rom en Slovaquie. Elle était sale, hirsute et vivait dans une pauvreté extrême, avec peu d'espoir. Ce Socle européen des droits sociaux fera-t-il une différence dans la vie de cette petite fille ?»

Socle européen des droits sociaux

Le [Socle européen des droits sociaux](#), proclamé par les dirigeants de l'UE en novembre 2017, énonce 20 principes et droits fondamentaux pour soutenir les marchés du travail équitables et opérationnels, et les systèmes de protection sociale. Il est principalement conçu pour la Zone euro, mais peut être applicable à tous les États membres de l'UE qui souhaitent en faire partie. Au cours des trois dernières années, le [Bureau des affaires européennes de l'Armée du Salut](#), avec d'autres organisations sociales, a participé à un dialogue sur le développement des valeurs sociales qui forment le Socle européen des droits sociaux. C'est grâce au travail inlassable du Bureau des affaires européennes qu'une invitation a été donnée à la commissaire Birgitt Brekke-Clifton pour représenter le Général, en tant que conférencière invitée.

Sa question d'introduction est allée au cœur du sujet: «Est-ce que cela fera une différence ?» Elle a répondu par un simple: «Nous l'espérons.»

Évaluation de l'impact

«L'Armée du Salut, a-t-elle déclaré, se félicite de la réorientation de l'UE, qui lance une nouvelle vision sociale pour l'Europe face à la pauvreté et à l'injustice sociale.» Toutefois, la commissaire a exposé certaines carences du nouveau socle social, notamment en ce qui concerne l'absence de dispositions pour les migrants et demandeurs d'asile sans papiers, et le manque de responsabilité des États membres dans la lutte contre la pauvreté infantile et l'itinérance. Enfin, s'adressant au Parlement et à son rôle législatif, elle a évoqué les décisions en cours sur le budget de l'UE et l'importance que ce budget aura pour financer des projets favorisant l'inclusion sociale.

La commissaire Brekke-Clifton a conclu sa présentation en liant le socle social aux Objectifs de développement durable des Nations Unies, afin d'aider à la mise en œuvre du socle et de mesurer son efficacité.

Travailler avec des organisations confessionnelles

D'autres dirigeants d'Églises ont parlé de la nécessité de la dignité dans le travail, mettant en garde sur la nécessité de prêter attention aux jeunes et de sensibiliser à l'absence croissante de possibilité d'emploi, en raison de la numérisation et de la mécanisation accrues. Ils ont appelé à protéger les droits des Églises et des organisations confessionnelles à participer aux prestations sociales. L'UE et les États membres ont été exhortés à s'écarter des politiques fondées uniquement sur l'économie et ont été encouragés à envisager des formes plus larges d'inclusion dans la société.

Le Bureau des affaires européennes de l’Armée du Salut estime qu’il doit s’attaquer à ces problèmes, et relever les défis et les opportunités en étant capable de s’adapter aux besoins sociaux de l’Europe du XXIe siècle.

Auteur

Major Mike Stannett, officier du Bureau des affaires européennes

Publié le

3.7.2018